Motions adoptées par la Conférence nationale de l’A.S.R.A.S. à Niort les 10, 11 et 12 avril 1971

Gauchisme et répression

Les militants de l’A.S.R.A.S., réunis en conférence nationale à Niort les 10, 11 et 12 avril 1971, réaffirment leur solidarité agissante à l'égard des victimes de la répression.

Soucieux de démocratie ouvrière, les militants de l’A.S.R.A.S. affirment, dans le cadre du mouvement ouvrier organisé, le droit aux tendances.

Aujourd'hui, un certain nombre de groupes se réclamant du gauchisme, parfois victimes de la répression, remettent en cause la nécessité des organisations de la classe ouvrière.

L'A.S.R.A.S. déclare que la nécessaire solidarité contre la répression ne saurait conduire à limiter ou à interdire le droit pour les militants de combattre une idéologie qu'ils peuvent estimer dangereuse.

Action du 26 avril 1971

L'offensive antilaïque poursuivie depuis Vichy par les différents gouvernements, et qui aboutit aujourd'hui à la loi Debré-Pompidou, est partie intégrante de l'offensive globale du gouvernement et du patronat contre l'ensemble des conquêtes ouvrières.

Nous constatons la dégradation constante depuis 1945 de la laïcité de l'école et de l'État bourgeois prétendument laïque

et, parallèlement, l'inanité des moyens employés par les organismes dits de défense de la laïcité.

Dans le cadre général de la politique de privatisation pratiquée par le pouvoir (santé, téléphone, autoroutes, recherche scientifique appliquée, etc.), la privatisation de l'enseignement tend, notamment, à remettre en cause les garanties du statut de la fonction publique qui permettent aux enseignants de l'Éducation nationale une relative autonomie.

C'est pourquoi, tout en continuant à lutter contre le caractère de classe de la politique scolaire produit de la société capitaliste, les militants de l'A.S.R.A.S. soutiendront l'action engagée sous la responsabilité de la FEN et du CNAL, le 26 avril 1971.

Les militants de l'A.S.R.A.S., réunis les 10, 11 et 12 avril 1971 à Niort,

Étant donné les illusions semées parmi les travailleurs sur leurs possibilités de faire cesser leur exploitation par le bulletin de vote, condamnent sans réticence toute adhésion au mythe électoraliste dit «union de la gauche»,

Réaffirment les principes défendus dans le manifeste de l'Alliance en ce qui concerne les responsabilités et notamment les responsabilités syndicales:

Unification du mouvement ouvrier sur la base de la libre expression de toutes ses tendances.

Les travailleurs unis dans l'ALLIANCE ouvreront pour l'unité de tous les travailleurs dans l'action directe révolutionnaire, préface indispensable à toute unité organisationnelle nationale et internationale.

L'ALLIANCE propose, pour l'étude et la détermination à la base des conditions de la réunification ouvrière future, les principes suivants:

- libre expression – ou représentation – de toutes les tendances,
- non-cumul des mandats politiques et syndicaux,
- suppression du carriérisme syndical par la limitation de la durée des mandats syndicaux à tous les échelons et le contrôle permanent des mandatés et délégués:
    - non-cumul de mandats syndicaux,
    - délégation élue par l'assemblée des grévistes,
    - gestion directe des organisations syndicales par les travailleurs en développant continuellement la démocratie interne;
    - constitution sur des bases fédératives d'organismes de liaison, de propagande et d'action sur le plan local, régional et national,
    - convocation périodique de conférences régionales et nationales d'information et de coordination, institution, sur le plan national, d'un comité de défense et de solidarité et d'un fonds de grève.

Communiqué de l'Alliance Syndicaliste, groupe de Limoges, région Limousin

Nous pensons que l'A.S. doit constituer une tendance anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire, organisation de la minorité révolutionnaire.

Donc que notre propagande doit s'orienter vers une critique permanente des syndicats: intégration, bureaucratisation, collaboration, que notre combat doit aller dans le sens d'un constant débordement des bureaucraties syndicales, et de l'autoorganisation des travailleurs pendant et après les luttes.

Nous estimons qu'il est indispensable que l'Alliance se constitue en organisation qui permette à ses militants de

faire face le plus rapidement possible aux diverses éventualités.